

Le contentieux somalo-éthiopien De la décolonisation à l'intervention militaire de juillet 2006

avril 2007

Deux histoires coloniales différentes.

• **L'Éthiopie** – Colonie italienne depuis 1936 libérée par les alliés en 1941 – a bénéficié très tôt d'un statut particulier. Dès 1941, le retour de l'empereur Haïlé Selassié sur le trône a été admis : sa présence à la tête de l'Etat marque une certaine continuité politique. Bien que les Britanniques aient maintenu le pays sous tutelle, l'Éthiopie est le seul pays d'Afrique dont la structure étatique n'ait pas été détruite par l'emprise coloniale. Cette relative stabilité lui a permis d'occuper une place à part dans la construction politique de la région. Trois axes majeurs ont caractérisé la politique étrangère du pays : l'empereur s'est dégagé de la tutelle britannique par le biais d'un rapprochement avec les Etats-Unis ; L'Éthiopie a participé aux opérations internationales au Congo et en Corée entre 1951 et 1953 ; Haïlé Selassié a également entretenu des relations étroites avec l'URSS et la Chine maoïste dont il a obtenu des fonds considérables. Cette situation a permis à l'Éthiopie de moderniser rapidement son armée (dès la fin des années 1940 une aviation militaire et une marine de guerre ont été constituées), de développer son commerce avec l'extérieur et de s'affirmer comme un acteur régional incontournable.

La question de l'Erythrée a constitué un point crucial dans l'histoire éthiopienne ; les ambitions des grandes puissances concernant l'avenir de cette région étant contradictoires, le dossier a été transmis à l'ONU en 1948. En 1950 l'Assemblée générale a décidé le rattachement de l'Erythrée à l'Éthiopie dans une union fédérale. Devant la faiblesse des ressources de la région, certains parlementaires Erythréens ont décidé de remettre en question le statut fédéral : ils souhaitaient bénéficier des droits associés au statut de province de l'empire éthiopien. Ce projet a trouvé un écho favorable dans la politique globale de subordination de l'Erythrée mise en place par Addis Abeba. L'Éthiopie souhaitait retrouver un littoral et s'assurer un accès à la mer. Cette politique s'est traduite par une extension progressive du droit pénal éthiopien au territoire érythréen, par la suppression du drapeau et des emblèmes érythréens ensuite, et enfin par l'imposition de la langue amharique dans la vie publique puis dans l'enseignement. En 1962, l'Erythrée est devenue officiellement la quatorzième province éthiopienne. L'avantage stratégique qu'a offert l'annexion de cette région côtière s'est rapidement avéré être un facteur de déstabilisation pour le régime éthiopien : dès 1962 les poussées sécessionnistes qui ont agité l'Erythrée ont fait de celle-ci le refuge de tous les mouvements d'opposition au pouvoir d'Addis Abeba.

• **La Somalie** offre un tout autre visage. Loin de présenter la même continuité, l'actuelle Somalie est issue de la réunion de deux territoires : la Somalie du Sud, ancienne colonie italienne, et le Somaliland, protectorat britannique. La décolonisation de l'ex-territoire italien a été totalement orchestrée par les Nations-unies. En 1949, l'Assemblée générale a décidé que la Somalie du Sud ne deviendrait indépendante qu'après une période transitoire de dix ans. Pendant ces dix ans, l'ONU a confié à l'Italie le rôle de puissance de tutelle. Le 25 juin 1960, le protectorat britannique du Somaliland est devenu indépendant. Le 1^{er} juillet 1960 la République de Somalie est née de l'union du Somaliland et de la Somalie ex-italienne.

D'emblée, l'unification de ces deux territoires a présenté plusieurs problèmes :

La différence des appareils administratifs hérités de l'Angleterre et de l'Italie, ainsi que les traditions militaires distinctes dont sont issus les officiers, ont constitué une faiblesse pour le nouveau régime.

Contrairement à l'Éthiopie, la Somalie n'a pas bénéficié d'une tradition étatique ancienne : il n'y a jamais eu d'autorité supra-clanique ou d'institution commune pouvant réunir les Somalis sous une même bannière. Ainsi l'imposition d'un pouvoir central sur une société dominée par la structure clanique a pu sembler artificielle. Si la population présente une grande homogénéité religieuse (99% de musulmans sunnites) et ethnique (98% de somalis), l'absence de passé commun et d'une écriture adaptée à la langue somali ont été des obstacles sérieux à l'unification.

Les frontières dont elle a hérité lors de l'indépendance laissent en dehors de la république un grand nombre de Somalis : près de 40 000 en république de Djibouti, 200 000 dans le district frontalier au Nord du Kenya et surtout, un million dans la région de l'Ogaden attribuée à l'Ethiopie. Ainsi, dès son avènement, le tracé des frontières de la Somalie moderne est ressenti comme une injustice par les Somalis qui peuplent ces régions comme par les dirigeants de la République de Somalie.

L'irrédentisme somalien : le début d'un contentieux.

C'est autour de la question de l'Ogaden que s'est cristallisé le contentieux somalo-éthiopien. Au moment de l'indépendance de la Somalie, la puissance tutélaire italienne n'est toujours pas parvenue à fixer une frontière en signant un accord définitif avec l'Ethiopie. De son côté, le gouvernement somalien a refusé de reconnaître le tracé provisoire de la frontière (datant de 1948) et a maintenu son ambition de réunir sous son drapeau tous les Somalis peuplant les territoires voisins. Dès lors, les incidents frontaliers se sont multipliés. En 1964, de violents combats ont éclaté entre l'armée éthiopienne et l'armée somalienne. L'intervention de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) – au nom du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation – a permis d'éviter une extension du conflit. Un accord de paix a rapidement été signé mais les manifestations de l'irrédentisme somali n'ont pas cessé pour autant.

La crise atteint son paroxysme avec la guerre somalo-ethiopienne de 1977.

Depuis 1974, la diaspora somali présente dans toute la corne de l'Afrique, réclamait l'annexion de l'Ogaden à la Somalie par la voix du **Front de Libération de la Somalie Occidentale (FLSO)**. En 1977, l'Ethiopie se trouvait dans une situation révolutionnaire critique. La chute du régime impérial – remplacé par le gouvernement militaire d'inspiration socialiste du général Mengistu – avait provoqué l'hostilité des pays arabes voisins et accru l'instabilité à l'intérieur du pays. Mogadiscio profita de cette situation pour lancer une vaste offensive en Ethiopie au mois de juillet 1977. La stratégie somalienne reposait sur des effectifs nombreux permettant d'attaquer les défenses éthiopiennes en trois points et d'occuper rapidement les régions de l'Ogaden et du Harrar jusqu'aux portes d'Addis Abeba. Pour cela, la Somalie s'est appuyée tant sur ses troupes régulières et le FLSO, que sur des miliciens occasionnels et des dizaines de milliers d'irréguliers qui échappèrent par la suite plus ou moins au commandement. Le volume des forces somaliennes engagées (près de 200 000 hommes face aux 10 200 soldats éthiopiens), a permis une conquête relativement rapide des territoires visés. A cette époque les deux Etats belligérants dépendaient du soutien logistique et des livraisons d'armes soviétiques, or l'URSS a opéré en 1977 un renversement d'alliance en faveur de l'Ethiopie. Alors que la Somalie n'a reçu qu'une aide limitée des pays occidentaux, l'URSS a mis en place en novembre 1977, un gigantesque pont aérien pour alimenter l'Ethiopie, déjà soutenue par 17 000 Cubains et un millier de conseillers soviétiques. Le 23 mars 1978, la totalité du territoire éthiopien était libérée. La défaite de la Somalie a mis en lumière deux aspects essentiels du rapport de force régional :

- la difficulté pour un pays relativement peu peuplé et pauvre en ressources comme la Somalie de soutenir durablement, à 800 km de ses bases, une force expéditionnaire sans relèves. Sur ce plan, l'Ethiopie possède un net avantage.
- Malgré la fragilité de la situation intérieure de l'époque, l'Ethiopie a montré qu'elle pouvait compter sur le patriotisme tenace de sa population et la fidélité de son armée.

Les conséquences de la guerre et l'implication éthiopienne en Somalie.

Si la guerre a pris fin avec l'échec de l'offensive somalienne en mars 1978, le contentieux n'a pas été réglé pour autant. En 1980, une activité militaire s'est de nouveau manifestée en Ogaden, où des heurts entre militaires éthiopiens et somaliens ont été signalés. A partir de cette date, l'affrontement Somalo-éthiopien s'est exprimé principalement par le soutien actif d'Addis Abeba dont bénéficient les nombreux opposants au régime de Syiad Barre réfugiés en Ethiopie. En avril 1988, le général Syiad Barre et le président Mengistu d'Ethiopie sont parvenus à un accord de paix prévoyant une démilitarisation des frontières, un échange de prisonniers et une cessation réciproque de l'assistance aux mouvements d'opposition. Globalement, l'Ethiopie est sortie renforcée du conflit avec son voisin somalien. Sur le plan militaire elle a augmenté ses capacités offensives, et sur le plan diplomatique elle a su asseoir son statut de puissance régionale. En effet, après la chute du dictateur Syiad Barre en

1991, l'effondrement de l'Etat et les débuts de la guerre civile, c'est vers elle que l'IGAD s'est tournée pour chapeauter le processus de pacification de la Somalie. Depuis 1991, l'Ethiopie poursuit donc ses objectifs régionaux et la défense de ses intérêts nationaux à travers une implication croissante dans la reconstruction politique de la Somalie.

Trois enjeux motivent l'action éthiopienne en Somalie.

- Premièrement, il s'agit pour elle de s'assurer qu'une pacification de la Somalie ne débouche pas sur une résurgence des ambitions irrédentistes somali sur la province de l'Ogaden. En effet, en dépit de l'accord de paix de 1988, la situation politico-militaire de la province continue d'inquiéter. Organisée selon une base clanique reproduisant la scène insurrectionnelle somalienne, l'Ogaden compte une mosaïque de partis disposant chacun d'un bras armé. Le gouvernement doit maintenir un semblant de contrôle sur cette région afin de sauvegarder l'unité du pays.
- Deuxièmement, depuis l'indépendance de l'Erythrée gagnée par les armes après un conflit de près de 30 ans (1962-1991), l'affrontement entre l'Ethiopie et l'Erythrée a pris plusieurs formes. Une guerre a opposé les armées des deux pays de 1998 à 2000, mais plus généralement cette confrontation se traduit par un soutien érythréen aux différentes factions de la scène insurrectionnelle somalienne pouvant affaiblir le pouvoir d'Addis Abeba. Il a ainsi été clairement établi que l'Erythrée livre des armes aux éléments les plus radicaux des Tribunaux islamiques ainsi qu'aux groupes armés éthiopiens d'opposition installés en territoire somalien.
- La troisième raison tient aux évolutions les plus récentes de la situation en Somalie. Avec la prise de Mogadiscio par les Tribunaux islamiques le 5 juin 2005 et la formation d'un Conseil Suprême Islamique de Somalie (CSIS), l'Ethiopie redoutait particulièrement l'implantation d'un pouvoir islamique dans la région Sud de la Somalie – limitrophe de l'Ogaden. Un régime islamique fort, susceptible de nouer une alliance avec l'Erythrée, aurait constitué une menace sérieuse pour les intérêts éthiopiens.

Le projet politique Ethiope pour la Somalie.

Toutes ces raisons ont poussé Addis Abeba à rechercher des alliances avec certains chefs de guerre capables, le moment venu, de protéger les intérêts de l'Ethiopie. Via ses affidés, l'Ethiopie a tenté de réorganiser le pays en un Etat fédéral afin de pouvoir plus facilement exercer un contrôle sur son turbulent flanc sud. Cette attitude a entraîné *de facto* un rapprochement du régime éthiope avec les gouvernements autoproclamés du Somaliland et du Puntland ainsi qu'un soutien actif au Gouvernement Fédéral de Transition (GFT) mis sur pied en 2004 et largement favorable à l'Ethiopie. Cette solution politique offre, en outre, la possibilité pour l'Ethiopie de diversifier à terme ses accès à la mer depuis l'indépendance de l'Erythrée (sa seule façade maritime) en 1993.